



CONVENTION

relative à la répartition des recettes issues
des Forfaits de Post-Stationnement

Entre,

La Ville de Toul, représentée par Monsieur Alde HARMAND, Maire de Toul agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil municipal en date du 25 septembre 2018,
Ci-après désigné « la Ville »,

D'une part,

Et

La Communauté de Communes Terres Toulaises, représentée par son Président Monsieur Fabrice CHARTREUX, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil communautaire en date du 27 septembre 2018,
Ci-après désigné « la CC2T »,

D'autre part.

Table des matières

Article 1. Objet de la convention.....	2
Article 2. Cadre réglementaire	2
Article 3. Modalités de répartition des produits de FPS	2
a) Les coûts de mise en œuvre des FPS.....	2
b) Le financement des opérations de voirie et mobilité	3
c) La possibilité de non-répartition	4
Article 4. Définition du montant de l'enveloppe.....	4
Article 5. Durée de la convention.....	4

Il a été convenu ce qui suit.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de répartition des produits de Forfait Post-Stationnement (FPS) entre la Ville, qui a institué la redevance de stationnement, et la CC2T au titre de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2. Cadre réglementaire

Les modalités de répartition entre les collectivités et d'utilisation du produit des FPS sont précisées dans le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Article 3. Modalités de répartition des produits de FPS

a) Le produit et les coûts de mise en œuvre des FPS

Compte tenu des dispositions prévues au III de l'article L.2333-87 du CGCT, la Ville reverse les recettes issues des FPS à la CC2T, déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS.

Les différents postes de dépenses pour la Ville sont les suivants :

- Dépenses **devant** être couvertes par les produits de FPS et qui seront nécessairement déduites à l'enveloppe avant reversement :

- Collecte des FPS ;
- Traitement des RAPO (Recours Administratifs Préalables Obligatoires) ;
- Traitement des recours en contentieux.

- Dépenses **pouvant** être couvertes par les produits de FPS :

- Études préalables sur les objectifs et la mise en œuvre de la politique de stationnement payant ;
- Actions de communication ;
- La mise à jour des Horodateurs ;
- Surveillance.

		Montant estimatif en € TTC (avant le 1^{er} octobre 2018)	Montant définitif en € TTC (avant le 30 juin 2019)	Commentaires
RECETTES (produit des FPS)				
	TOTAL	45 000		Sous réserve.
DEPENSES				
Coût de mise en œuvre du FPS	Collecte des FPS	29 999		Marché passé par la Ville avec Société INDIGO valable jusqu'au 31 décembre 2018.
	Traitement des RAPO			
	Traitement des Recours en Contentieux			
	Prestations ANTAI	5 000		Convention cycle complet avec l'ANTAI
	Etudes préalables	0		
	Actions de communication	0		
	Horodateurs	0		Pris en charge par le délégataire
	Surveillance	0		
	TOTAL	34 999		

b) Le financement des opérations de voirie et mobilité

L'article R.2333-120-19 du CGCT dispose que les opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation financée par le produit des forfaits de post stationnement sont concernées par l'affectation du résultat des produits des recettes.

Le III de l'article L.2333-87 du CGCT précise également que : « *Si la commune, l'EPCI ou le syndicat mixte qui a institué la redevance de stationnement est compétent en matière de voirie, une partie de ce produit peut être utilisée pour financer des opérations de voirie* ».

Ainsi, la Ville étant compétente en matière de voirie, elle conservera donc une partie de l'enveloppe pour réaliser des opérations de voirie à un taux défini dans le tableau ci-dessous.

Concernant la mobilité, celle-ci transférée à la CC2T entrera dans le calcul de la répartition objet de cette convention.

L'accord local consiste à répartir paritairement entre la Ville et la CC2T le produit de Forfait Post-Stationnement (FPS), déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS définis préalablement :

	Descriptif	Taux de reversement du reliquat :	Commentaires
Operations municipales de voirie VILLE	Réfection et entretien des voiries communales ouvertes au stationnement	50%	
Compétence mobilité et opérations de voirie communautaires CC2T	Transport MOVIA et aménagements divers	50%	
TOTAL		100%	

c) La possibilité de non-répartition

Les compétences de la CC2T et de la Ville n'ont pas évolué en matière de stationnement ; la Ville conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire.

De fait, si le produit de FPS est inférieur aux coûts de mise en œuvre du FPS (absence de reliquat), cette convention formalise donc l'absence de reversement entre la Ville et la CC2T.

Article 4. Définition du montant de l'enveloppe

Chaque année avant le 30 juin, la Ville communique par courrier à la CC2T le montant définitif de l'enveloppe pour les recettes issues des FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait. A cette fin, le tableau présenté à l'article 3.a) sera complété et communiqué par la Ville à la CC2T au plus tard le 30 juin.

Le versement de l'éventuel reliquat du produit de Forfait Post-Stationnement (FPS) de l'exercice 2018 sera opéré au plus tard sous 30 jours à compter de l'émission du titre de recettes de la CC2T.

Article 5. Durée de la convention

La présente convention relative à la répartition du produit de Forfait Post-Stationnement (FPS) de l'exercice 2018 en vigueur dès signature ; elle prendra fin au versement par la Ville à la CC2T de l'éventuel reliquat.

Fait à Toul, en deux exemplaires, le

Pour la Ville,
Le Maire de Toul,

Pour la CC2T,
Le Président,